



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES LANDES

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer

Secrétariat Général

Affaires Réglementaires et Juridiques

**Arrêté DDTM/SG/ARJ/2013/n° 132 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique
préalable à un défrichement pour la mise en culture de 97 ha 02 a 11ca
sur la commune de MEZOS**

Demandeur :

LARRERE Sylvain
588 route du château
40250 CAUPENNE

Le Préfet des Landes,

**Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et R 123-1 et suivants ;
VU le code forestier, notamment ses articles L 311-1 et suivants, et R 311-1 et suivants ;
VU la demande d'autorisation de défricher, enregistrée le 8 janvier 2013 ;
VU l'avis de l'autorité environnementale (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) qui sera annexé au dossier d'enquête publique ;
VU la décision n° E113000157/64 du Président du Tribunal Administratif de Pau en date du 17/05/2013 désignant M. Philippe FAYE en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et M. Bernard GONDAL en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, en vue de la conduite de l'enquête publique relative aux demandes susvisées ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Il sera procédé, sur le territoire de la commune de MEZOS (40170), à une enquête publique relative à une demande d'autorisation de défrichement pour la mise en culture, d'une superficie de 97 ha 02 a 11ca, au lieu-dit « Lestage» section AT numéros 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 94, 193, 203, 205, 207, 208, 210 et 212.

L'enquête publique se déroulera durant **32 jours consécutifs du 30 juillet 2013 au 30 août 2013 inclus.**

ARTICLE 2 : Le Préfet des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement.

ARTICLE 3 : M. Philippe FAYE, militaire à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire, et M. Bernard GONDAL, militaire à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 4 : Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête comprenant la demande de défrichement, l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera déposé à la mairie de MEZOS où le public pourra le consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le mercredi de 8h00 à 12h00.

Toute personne intéressée pourra consigner directement ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Des observations relatives à ce projet pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de MEZOS, qui les annexera au registre précité.

ARTICLE 5 : M. Philippe FAYE, commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public à la mairie de MEZOS, siège de l'enquête, les :

- Mardi 30 juillet : de 9 h 00 à 12 h 00
- Vendredi 16 août 2013 : de 14 h 00 à 17 h 00
- Mardi 30 août 2013 : de 14 h 00 à 17 h 00

ARTICLE 6 : Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à la mairie de MEZOS pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra également demander à la préfecture des Landes (Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Service Nature et Forêt) communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, dans les conditions prévues au titre 1er de la loi du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

ARTICLE 7 : Toute information portant sur ladite demande pourra être sollicitée auprès du maître d'ouvrage, M. LARRERE Sylvain.

ARTICLE 8 : Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du département des Landes, le Maire de MEZOS et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 27 JUIN 2013

P/ Le Préfet
de Secrétaire Général par Intéressé
Seze JACOB.